

« La réconciliation ethnique est le seul modèle viable »

17

INTERVIEW

José Kagabo

Chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales

Comment expliquez-vous l'intensité des luttes ethniques au Rwanda ?

José Kagabo : Ce que nous appelons ici ethnisme est assez caricatural. Le Rwanda a connu deux cassures. La première concerne effectivement les Hutu et les Tutsi. La Belgique, puissance tutélaire, s'était appuyée sur une administration exclusivement tutsi, le groupe minoritaire.

À la veille de l'indépendance, les Belges ont brutalement modifié cet équilibre en établissant un pouvoir hutu. Ce qui a été la cause, en 1959, des premiers affrontements puis de l'exil, jusqu'en 1973, de centaines de milliers de Tutsi.

Depuis l'indépendance, en 1962, les régimes successifs, en l'absence de tout projet politique, ont tenu un discours systématiquement pro-hutu, excluant la minorité tutsi de la vie publique. De plus, l'ancien président Habyarimana (1) a commis l'erreur de refuser le retour des exilés, ce qui a fait le lit du FPR.

La seconde cassure est interne aux Hutu. La Belgique avait favorisé l'émergence d'une élite politique formée de Hutu du Sud et du Centre, tandis que l'armée était recrutée chez ceux du Nord. C'est cette dernière qu'Habyarimana a portée au pouvoir par un coup d'État, en 1973. Les Hutu du Sud sont réapparus, en 1991, dans des partis d'opposition qui ont ouvert la voie aux négociations avec le FPR.

- Ce qui remettait en cause la légitimité d'Habyarimana ?

- Peu avant son assassinat,



“ Les Hutu exorcisent la peur du retour de leurs anciens maîtres

des tracts à caractère religieux et magique lui prédisaient une mort par le feu, ce qui, au Rwanda, est une mort de « chien ». Le président a constamment manqué de légitimité. D'un point de vue démocratique, bien sûr, mais aussi d'un point de vue traditionnel. C'est d'abord un Rwandais fils d'immigré.

Son clan, nordique, de Gisenyi et de Ruhengeri, est en fait celui de sa belle famille. Elle constituait le noyau dur du pouvoir, notamment la garde présidentielle. Le colonel Serubuga, dont beaucoup pensent qu'il a ordonné l'assassinat du président, appartient à ce cercle.

De plus, le régime était « Inzigo », c'est-à-dire qu'il reposait sur un crime impardonnable.

Au Rwanda, quand il y a « Inzigo » entre deux familles, tous les échanges sociaux, notamment le mariage, sont coupés. Or, en 1973, Habyarimana avait renversé son protecteur, le président Kayibanda, et effacé de la scène politique l'ensemble de l'élite hutu du Sud. 58 anciens ministres et députés sont ainsi morts en prison, suite à des procès bidon. Les Rwandais ne l'ont pas oublié.

- L'accumulation des rivalités ethniques et tribales suffit-elle à expliquer le caractère systématique des massacres ?

- On peut avancer une autre explication. La population hutu a développé un complexe d'infériorité par rapport aux Tutsi, longtemps les maîtres du pays. D'où un mythe parfaitement absurde, largement issu de l'imagerie coloniale, qui accorde à ces derniers une supériorité intellectuelle. La supposée réussite sociale de la diaspora tutsi alimente ce fantasme.

À cela s'ajoute la différenciation physique. Le Tutsi passe pour être grand et avoir les traits fins. Ce physique est en-

vié. La femme tutsi est ainsi considérée comme particulièrement désirable. Les Tutsi sont souvent accusés de mettre en avant leurs femmes pour obtenir des appuis politiques et diplomatiques. D'où un fantasme de l'ennemi intérieur identifiable par son physique.

Mais les massacres actuels touchent également les proches des Tutsi, ou ceux qui leur sont liés par le sang, comme s'il s'agissait de purifier la communauté hutu et de rompre le contact entre les deux ethnies. Un mécanisme assez similaire à ce qu'on a pu observer en Bosnie.

Les Hutu exorcisent par un massacre la crainte du retour des anciens maîtres, crédités d'une supériorité quasi magique. L'exemple du Burundi, où les Tutsi maintiennent un pouvoir sanglant, étaye l'idée qu'on ne peut se débarrasser de ces dominants.

- Pensez-vous que le FPR puisse lancer une répression meurtrière contre les Hutus ?

- Plusieurs éléments militent contre ce scénario. Le modèle politique du président de l'Ouganda, Yoweri Museveni, qui est arrivé au pouvoir grâce au soutien militaire des émigrés tutsi et mène actuellement une politique de réconciliation ethnique, reste très présent au FPR. Ce modèle est le seul viable.

Minoritaire, le FPR devra composer avec les Hutu. Certes, si l'aile dure de l'armée organise une résistance, on risque d'assister à des conflits sanglants. Mais la majorité des Hutu devrait se soumettre, même de mauvaise grâce, à la nouvelle autorité en place. C'est une tradition au Rwanda.

Recueilli par
Marc LATHUILLIÈRE

(1) Assassiné le 6 avril dernier.

La Croix 17-18 avril 1994